

même façon que le putsch marqué du 22 avril avait cristallisé une réaction. Mais ce n'est pas tant par le nombre d'action que la situation est meilleure. C'est surtout par la forme de ces actions. Même, **AUCUNE ACTION N'A ETE PERDUE, ET TOUTES ONT EUE UNE VALEUR D'EXEMPLE.** Les barrages des paysans ont redonné aux ouvriers le goût de la rue, des pancartes. Les grèves ont toutes été accompagnées de slogans criés, même si ceux-ci ont commencés par « des sous Charlot ! ». On a vu des routes barrées, les ouvriers s'asseyant au milieu de la chaussée... Pour la première fois, depuis 1955 à Saint-Nazaire, des lieux de travail sont occupés, à Villerupt, en novembre 61, 75 mineurs vivent au fond d'un puits, un mois après, 2000 mineurs à Decazeville en font autant. Evidemment, l'apport le plus important vient des Algériens qui ont montré que l'on pouvait braver la police même quand une manifestation n'est pas reconnue... enfin, par la pratique de la grève de la faim, victorieuse, ils ont fourni aux mineurs de Decazeville un moyen héroïque de lutte.

L'année 1962 devra parfaire ces manifestations, tant du point de vue de l'organisation que de l'efficacité. Il est possible que le mouvement ouvrier erre encore, mais il apparaît que le processus est irréversible. Il est à l'image de la jeunesse qui envahit les organisations : inexpérimentée parce que trahie de longue date mais désireuse de dynamisme et de renouveau.

P. DUBOIS.

Mobilisation de masse au Venezuela

Pour le commencement de la Conférence de Punta del Este, le Parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.I.R.) avaient organisé des actions de protestation populaire. Déjà, antérieurement, en deux occasions, au moment de la rupture des relations diplomatiques avec Cuba et au moment de la visite du Président Kennedy, ces deux forces de gauche ont tenté d'entraîner les masses vénézuéliennes en de violents mouvements de protestation. Mais, dans le premier cas, les manifestants furent presque exclusivement des étudiants, la classe ouvrière étant manifestement absente au cours de ces démonstrations ; dans le second cas, Kennedy put accomplir sans aucune difficulté les différents points du programme de sa visite, sans la moindre note discordante, à moins que l'on considère comme tel le déploiement de forces militaires dont le gouvernement fit état.

Mais dans cette troisième occasion, les démonstrations revêtirent un caractère très différent — ce qui arriva fut quelque chose d'inespéré pour ces mêmes dirigeants politiques. — Trois ou quatre fois avant le lundi 22 janvier (date indiquée pour le début de la protestation populaire), il y eut dans la région la plus conservatrice du pays une grève des transports qui fut totale.

Immédiatement, la grève s'étendit à d'autres cités du Venezuela et à Caracas les transports en commun s'arrêtèrent ainsi que les voitures de louage depuis le 22 janvier à midi. Avec les rues presque désertes, en signe de protestation contre la Conférence de Punta del Este, la démonstration parut impressionnante.

La grève coïncida (et ceci la favorisa énormément) avec le quatrième anniversaire de la chute du dictateur Perez Jimenez. Comme le gouvernement, en prévision de nouvelles manifestations d'étudiants, avait décrété la fermeture des écoles, des lycées et des universités, les étudiants (en majorité adhérents

du M.I.R. et du Parti communiste) se virent forcer de choisir d'autres lieux de rassemblement qu'habituellement. Ils se rendirent ainsi auprès des ouvriers. Les actes de violence furent très nombreux. Une puissante bombe éclata au siège de l'ambassade nord-américaine. Il y eut des quartiers dans la ville où se déroulèrent de vraies batailles, avec des morts et des blessés du côté de la police et dans le camp adverse ; le chiffre des morts atteignit un chiffre supérieur à la cinquantaine.

Le gouvernement, après ces faits, sortit de cette épreuve plus discrédité qu'il ne l'était auparavant. La base populaire qui le soutenait s'est réduite, et le Parti d'Action Démocratique s'était divisé en deux tendances opposées quelques semaines auparavant. Contre le gouvernement se trouve actuellement la plus grande partie de la Fédération paysanne qui regroupe 700.000 paysans. Seuls les syndicats urbains restent contrôlés par les leaders officiels, mais leur autorité s'est vue diminuée durant les récents événements, car on ne leur obéit plus rapidement, ni totalement.

Bien que la situation du gouvernement soit difficile, le Parti communiste et le M.I.R. n'offrent pas une issue révolutionnaire, alors que le gouvernement de Bétencourt est sur la pente savonneuse. Selon l'orientation stalinienne connue, ils préconisent un Front populaire avec les partis bourgeois : l'Union Républicaine Démocratique et le groupe dissident d'Action Démocratique, connu sous le nom de l'A.R.S. L'Union Républicaine Démocratique (U.R.D.) a pratiquement accepté la thèse du Front populaire, mais dans sa déclaration elle donne à entendre que l'idée émane d'elle. Et elle propose une union à partir de laquelle on puisse ériger la candidature du chef de ce parti Jorji Vvillalba aux prochaines élections présidentielles, qui ne doivent intervenir que dans deux ans. L'A.R.S. a fait connaître qu'elle rejette l'alliance avec les extrémistes et qu'elle est l'unique parti d'action démocratique orthodoxe. Le M.I.R. et le P.C. vénézuélien exigent un gouvernement « démocratique et patriotique ». Ils lancent des mots d'ordre contre l'impérialisme et pour la défense de Cuba ; mais ils ne formulent pas un programme qui attire les travailleurs sans emploi qui vivent dans des conditions plus que précaires. Cependant le mécontentement contre le gouvernement est général, même dans les rangs de l'Action Démocratique et du C.O.P.E.I. (Parti social-chrétien allié de Bétencourt), de telle sorte que celui qui haussera le plus la voix contre le gouvernement, parmi les groupes politiques existant, entraînera avec lui la population.

Les secteurs des J.C. et du M.I.R., qui s'étaient éloignés des directives de leurs partis respectifs, et préconisèrent la formation immédiate de groupes de partisans, ont redonné une partie de leur confiance à leurs dirigeants, en vue de nouveaux succès contre le gouvernement (parce que, en réalité, les actions des masses qui durèrent pendant une semaine constituèrent une défaite notable de Bétencourt).

Ces jeunes n'ont pas renoncé à la lutte armée, mais ils croient possible de prendre le pouvoir grâce à la pure action des partisans, principalement dans les campagnes, au lieu d'agir en direction des syndicats pour essayer d'arracher les ouvriers aux bureaucrates syndicaux qui, bien que mal en point, ont encore de l'ascendant sur les travailleurs.

Les leaders du M.I.R. et du P.C., comme nous l'avons dit, n'ont pas trouvé autre chose que l'idée d'un Front populaire avec la bourgeoisie.

En un mot, il n'y a aucun parti qui puisse développer une politique de classe.

De grands événements approchent, ce qui ne signifie pas que la victoire de la Révolution au Venezuela soit en vue, parce qu'actuellement il n'y a pas de parti capable de la diriger.

Caracas, le 30 janvier 1962.